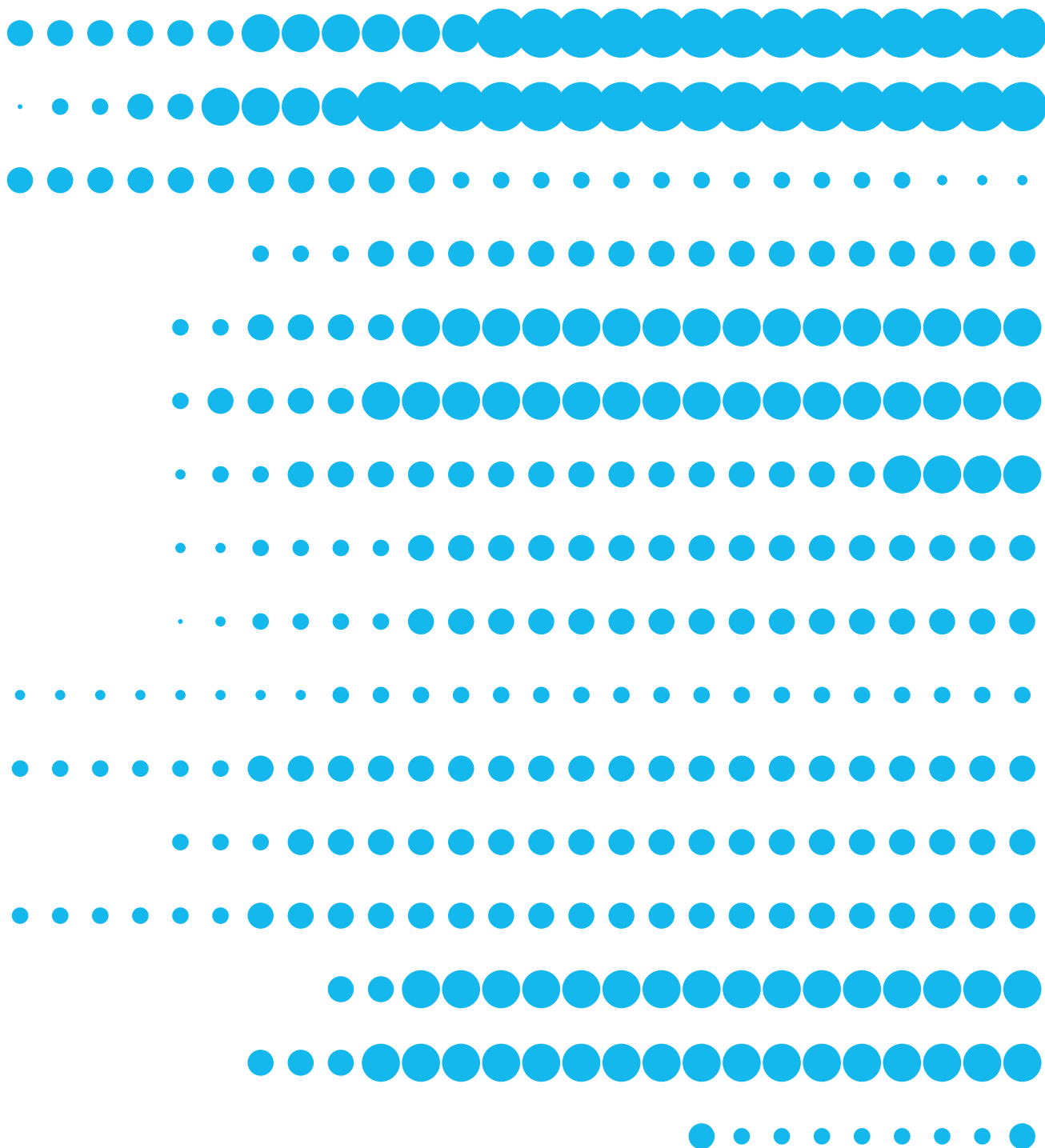




AUSGLEICHSKASSE DES KANTONS BERN
CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DE BERNE

Rapport annuel 2018



Les chiffres sont notre quotidien. Sur leur base, nous avons réalisé six illustrations qui sortent de l'ordinaire. Et pour découvrir ce qui s'est passé pendant les 365 autres jours, nous vous invitons à lire les pages suivantes. Nous vous souhaitons beaucoup de plaisir !

Sommaire

04 Avant-propos

Divisions

06 Cotisations et allocations

08 Prestations complémentaires

13 Support et services

16 Rentes et indemnités journalières

20 Organisation

Comptes annuels 2018

22 Caisse de compensation
du canton de Berne

24 Caisse d'allocations familiales
du canton de Berne

26 Rapport de l'organe de révision

27 Impressum

Avant-propos du directeur

Une date a marqué l'exercice 2018 : le mercredi 13 juin 2018 à 14h47 est tombé le résultat du vote du Grand Conseil bernois au sujet de la modification de la loi sur les allocations familiales. Par 79 oui contre 50 non et 7 abstentions, le parlement a approuvé l'introduction d'une compensation intégrale des charges entre les caisses d'allocations familiales du canton de Berne dès 2019. Il s'agit là d'un événement mémorable aux conséquences importantes pour de nombreuses entreprises et indépendants dans le canton de Berne.



Heiner Schläfli,
directeur de la Caisse de compensation
du canton de Berne

Introduction de la compensation des charges à compter du 1^{er} janvier 2019

Avec l'acceptation par le Grand Conseil de la modification de la loi sur les allocations familiales, il est appliqué depuis le 1^{er} janvier 2019 une compensation intégrale des charges entre les caisses d'allocations familiales actives dans le canton de Berne. Le canton de Berne reprend ce faisant le système simple et économique qui a déjà fait ses preuves depuis des années dans le canton de Bâle-Campagne.

Sur la base de deux chiffres que chaque caisse d'allocations familiales doit annoncer (masse salariale et total des allocations versées), l'Office des assurances sociales, qui est en charge de l'exécution, calcule le taux de charge moyen dans le canton et la divergence de chaque caisse d'allocations familiales par rapport à ce taux. Cela entraîne soit une contribution à la compensation des charges (taux de charge individuel inférieur à la moyenne), soit un versement de la part de la compensation des charges (taux de charge individuel supérieur à la moyenne). Ces compensations sont effectuées au cours de l'année suivante.

Le conseil de surveillance de la Caisse de compensation du canton de Berne (CCB), qui est compétent pour fixer les cotisations de la caisse d'allocations familiales du canton de Berne, a par conséquent décidé lors de sa séance de novembre d'abaisser le taux de cotisation de plus de 11 % et de le fixer désormais à 1,6 % du salaire. Pour les plus de 70 000 employeurs et indépendants affiliés à la caisse d'allocations familiales du canton de Berne (CAB), il en résulte un allègement sensible des charges sociales.

Les employeurs et les indépendants qui sont affiliés à une caisse d'allocations familiales de branche et dont les membres touchent des salaires modérés et ont des familles de taille plutôt supérieure à la moyenne bénéficient également de cette compensation intégrale des charges. Enfin, même les caisses AVS de branche peuvent fonder leurs propres caisses d'allocations familiales et offrir ainsi à l'avenir à leurs membres une prestation supplémentaire (p. ex. des solutions de caisse de pension). Pour les entreprises, cela entraîne en règle générale des allègements administratifs.

On constatera avec satisfaction que l'engagement inlassable et basé exclusivement sur des faits de nombreuses personnes à l'intérieur et à l'extérieur de la CCB a fini par se révéler payant.

L'organisation interne

En début d'année, nous avons comme prévu entamé une réorganisation de nos processus nécessaires en vue de la mise en œuvre des applications de l'informatique pour les assurances sociales (IGS). Les points forts ont été le regroupement des anciens services de base dans l'équipe préparation au travail + logistique en vue du futur système centralisé de gestion des documents et de gestion des partenaires ainsi que la mise sur pied d'équipes de support dans les divisions qui regroupent des tâches centrales.

Après quelques semaines déjà, nous avons pu constater que les modifications des processus et en partie également des compétences fonctionnent sans accroc. Le regroupe-

ment des places de travail de l'équipe préparation au travail + logistique a lui aussi été accueilli favorablement par les collaborateurs.

La collaboration au sein du pool IGS

L'introduction des applications dans le domaine des cotisations et des allocations, qui se base sur l'application NIL développée par la CCB, a été mise en œuvre avec succès à un rythme quasiment mensuel dès le printemps 2018 au sein des caisses de compensation des cantons de Saint-Gall, Obwald, Thurgovie, Glaris, Appenzell Rhodes-Extérieures, Zurich, Nidwald, Appenzell Rhodes-Intérieures, Schwyz et Zoug. La migration des autres caisses de compensation IGS est prévue pour la première moitié de la nouvelle année.

Cela a malheureusement entraîné des retards au niveau de l'adaptation des applications pour les prestations. Pour la CCB, cela signifie qu'il faut envisager le 1.1.2020 comme date de mise en œuvre. Les applications actuellement utilisées fonctionnent de manière stable, ce qui implique que ce report n'aura pas de répercussions négatives sur le travail quotidien.

Le check-up énergétique au format PME

Comme prévu, nous apportons depuis 2018 notre contribution à la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, p. ex. en utilisant la chaleur perdue d'un centre de calcul voisin afin de couvrir notre besoin d'énergie de chauffage à hauteur d'environ 250 000 kWh ou en produisant 99 500 kWh d'énergie solaire grâce à nos 344 modules photovoltaïques. Cela équivaut à environ 20 % de notre consommation de courant.

Avec l'expression de nos salutations distinguées

Heiner Schläfli

Directeur de la Caisse de compensation
du canton de Berne

Division Cotisations et allocations

A la fin de l'année 2018, 58 collaboratrices et collaborateurs travaillaient dans la division Cotisations et allocations. Parmi leurs tâches, on compte pour l'essentiel le calcul et la facturation des cotisations des employeurs, des indépendants et des personnes sans activité lucrative. A cela s'ajoute la vérification et le versement de prestations dans les domaines des allocations pour perte de gain, des allocations de maternité et des allocations familiales.

Dans le cadre de ces activités,
on rappellera notamment que :
(chiffres 2017 entre parenthèses)

65 236
(69 765)

attestations de salaires
ont été traitées.

10 688
(10 570)

procédures de sommation
ont été engagées.

44 941
(44 522)

personnes sans activité
lucrative ont été suivies.

4 931
(5 123)

annonces
d'indépendants ont été
reçues et vérifiées.

44 795
(44 978)

allocations familiales
ont été versées.

3 297
(3 169)

demandes d'allocations
de maternité ont été
traitées.

32 313
(34 555)

cartes APG ont été vérifiées
et les allocations versées.

Comme lors des années précédentes, ces tâches ont pu être menées à bien sans difficulté grâce à l'engagement énergique de tous les collaborateurs et à une solution informatique efficace. En moyenne environ 425 décisions ont été prises par jour. Ces 106 320 décisions (année précédente : 109 460) n'ont guère donné lieu à des procédures judiciaires : les oppositions et les recours se sont maintenus, avec 0,7 % (732 oppositions) et 0,5 % (50 recours), à un niveau ordinaire très bas.

Pool IGS : collaboration au projet Coopération

Le projet Coopération entre pour nous gentiment dans la phase « sérieuse » : au cours de l'étape 2, on procédera en effet aux préparatifs du passage de la Caisse de compensation du canton de Berne aux systèmes de IGS. Lors de l'étape 1, l'application NIL actuellement utilisée par la division Cotisations et allocations a été adaptée et introduite dans les 17 caisses IGS actuelles. Dans ces caisses, NIL remplace les solutions hôtes existantes, qui ont pris de l'âge. Après la migration, la division cotisations et allocations (DCA) continuera à utiliser NIL sous une forme semblable. Malgré cela, de nombreux collaborateurs de la DCA sont fortement impliqués dans le projet. Il n'y a en effet pas que NIL qui est partiellement modifiée, mais également d'autres systèmes. Ainsi, par exemple, le portail électronique est remplacé par un nouveau logiciel et le trafic avec les offices des poursuites est désormais soutenu par un système de gestion des flux de travail.

Compensation des charges entre les caisses d'allocations familiales

Dans le cadre de ses délibérations au sujet du programme d'économies 2018, le Grand Conseil a approuvé la compensation des charges entre les caisses d'allocations familiales et le 13 juin de l'exercice sous revue, il a approuvé la modification législative correspondante. La compensation des charges entre les caisses d'allocations familiales est ainsi introduite dans le canton de Berne.

Les caisses d'allocations familiales sont subdivisées en caisses cantonales, en caisses de branche et en caisses professionnelles sans lien avec un groupe professionnel.

Les taux de cotisation des différentes caisses dépendaient jusqu'ici principalement de la structure de risque de leurs membres. Le montant moyen des salaires d'une part et le montant total des allocations familiales à verser d'autre part sont les deux facteurs de risque les plus importants. Sans compensation des charges, les caisses cantonales sont désavantagées par rapport à certaines caisses professionnelles puisqu'elles doivent accepter toutes les personnes intéressées alors que les caisses professionnelles peuvent définir des critères d'exclusion explicites et implicites. Les caisses qui représentent des branches avec des salaires moyens bas et un nombre d'allocations familiales supérieur à la moyenne (p. ex. les caisses du secteur de la construction) sont elles aussi désavantagées.

Il est par conséquent nécessaire de réaliser une meilleure compensation entre tous les employeurs et les indépendants qui versent des cotisations dans le canton : jusqu'ici, la solidarité entre les employeurs/indépendants n'était mise en œuvre qu'à l'intérieur d'une caisse ; désormais, grâce à la compensation des charges, la solidarité va être étendue à l'ensemble du territoire cantonal. Le financement des allocations familiales sera ainsi réparti de manière plus équitable entre toutes les branches de l'économie.

Selon le rapport d'Ecoplan – un bureau de conseil politiquement et économiquement indépendant – sur la compensation des charges entre les caisses d'allocations

familiales dans le canton de Berne du 31.8.2016, en 2014, les taux de cotisation s'échelonnaient entre 0,5 et 2,38 %. Le pourcentage moyen s'établit à environ 1,6 %.

Grâce à l'introduction de la compensation des charges, ce sont chaque année quelque CHF 35 millions qui dès 2019 vont faire l'objet d'une redistribution, et la Caisse d'allocations familiales du canton de Berne sera de loin la principale bénéficiaire des paiements. Celle-ci pourra par conséquent abaisser son taux de cotisation d'actuellement 1,8 % à 1,6 %. Tous ses membres pourront en bénéficier, notamment le canton, les communes ainsi que les 40 000 autres employeurs et les 44 000 indépendants affiliés. Pour tous ces membres, l'introduction d'une compensation des charges entraîne la réduction des cotisations en faveur de la caisse d'allocations familiales de CHF 200.– par CHF 100 000.– de masse salariale et par année.

Révision des employeurs

Les caisses de compensation sont tenues de par la loi de procéder à un contrôle périodique des employeurs qui leur sont affiliés. Il s'agit principalement d'examiner sur le plan qualitatif mais surtout quantitatif les indications au sujet des personnes employées et des salaires. Il s'agit par ailleurs de déterminer dans quelle mesure trop ou trop peu de salaires ont été déclarés et si des cotisations doivent être remboursées ou, au contraire, réclamées.

La Caisse de compensation du canton de Berne n'a pas de réviseurs propres ; elle travaille avec l'organe de révision des caisses de compensation (RSA) ainsi qu'avec la Suva et d'autres institutions. La Suva procède à la révision des entreprises qui sont affiliées à son assurance-accidents et qui font également partie de nos membres. Cela permet d'alléger la charge que représentent ces révisions pour les employeurs. Cela permet également d'économiser des ressources tant pour la Suva que pour la CCB. La RSA est une coopérative qui a été fondée il y a 75 ans. L'objectif de cette entreprise est de réaliser des révisions d'employeurs de manière professionnelle. La division cotisations et allocations travaille de manière très satisfaisante depuis des années avec ces deux organes de révision, et elle apprécie leur indépendance et leur professionnalisme.

Division Prestations complémentaires

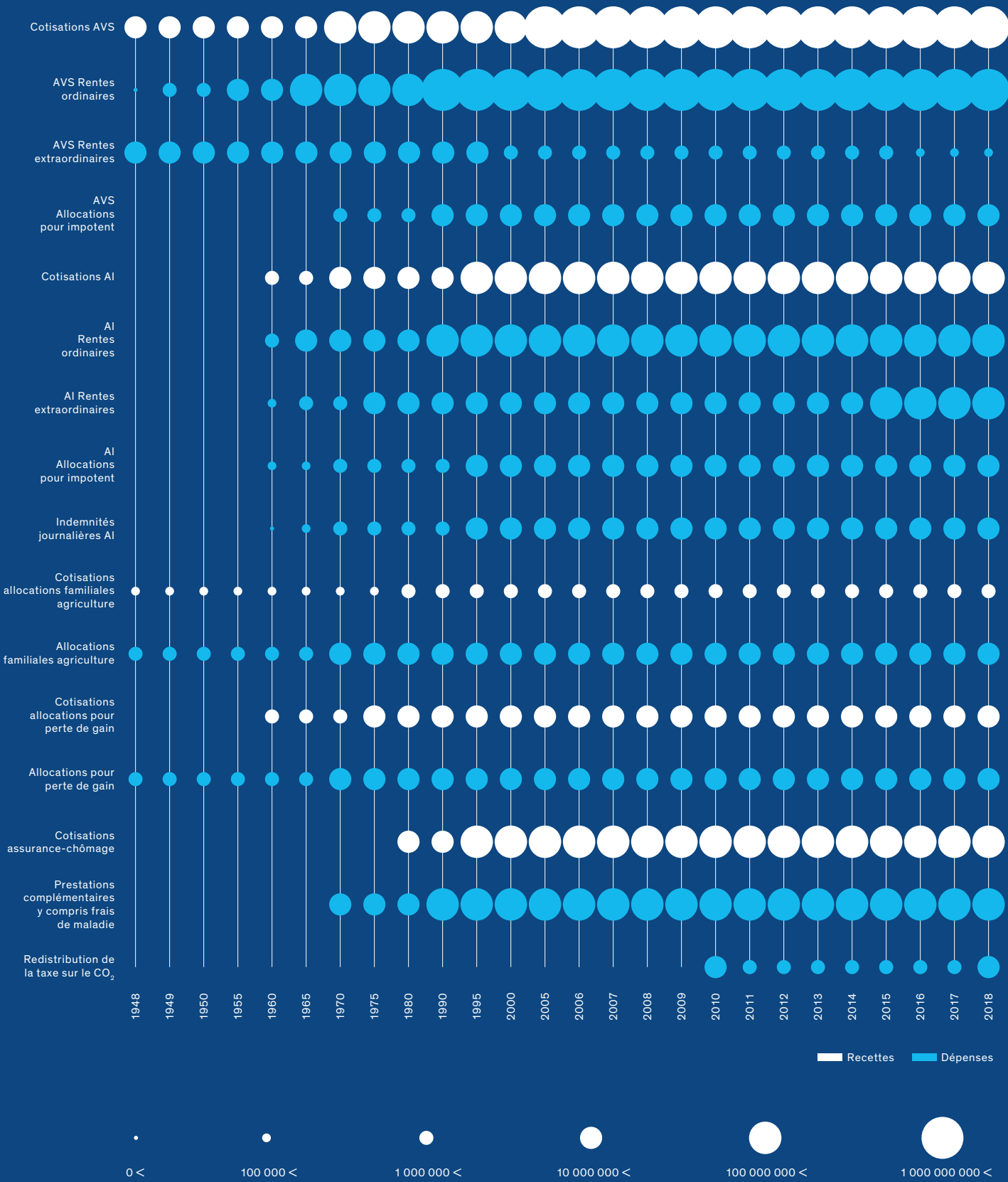
La division prestations complémentaires est responsable du versement des prestations complémentaires annuelles et du remboursement des frais de maladie et d'invalidité.

Fin 2018, quelque 49 000 personnes percevaient des prestations complémentaires dans le canton de Berne. Pour environ 32 000 personnes, les prestations complémentaires étaient basées sur une rente AVS, et pour quelque 16 000, sur une rente AI. Pour la plupart des autres personnes, le droit reposait sur une rente de survivant.

L'octroi et le montant d'un droit à des prestations complémentaires font l'objet d'un examen individuel. Les clarifications nécessaires sont souvent nombreuses, et elles peuvent demander beaucoup de temps. Le montant des prestations complémentaires est influencé par les dépenses ainsi que par le revenu et la fortune.

Les prestations complémentaires sont comme un reflet des conditions de vie des personnes assurées. Des changements de la situation personnelle peuvent influencer sur les prestations et rendre nécessaire de procéder à un nouveau calcul. Ces événements peuvent être un mariage, le déménagement dans un nouveau logement, la fin des études d'un enfant ou l'entrée dans un home pour personnes âgées. Les personnes qui perçoivent des prestations complémentaires ont par conséquent l'obligation d'annoncer tout changement important. A intervalles réguliers – au moins tous les quatre ans – chaque ayant droit à des prestations complémentaires fait l'objet d'un réexamen. Les changements qui ne sont pas annoncés peuvent entraîner l'obligation de restituer les prestations complémentaires indûment perçues. Ils peuvent également dans certains cas donner lieu au dépôt d'une plainte pénale.

En moyenne, la division prestations complémentaires a pris 168 décisions par jour en 2018. Les décomptes des frais de maladie et d'invalidité ne sont pas compris dans ce chiffre. Dans ce domaine, une moyenne d'environ 2500 justificatifs par jour ont été traités en collaboration avec les agences. Exprimé en francs, cela signifie que par jour ouvrable, des justificatifs sont décomptés pour un montant total d'environ CHF 283 000.–.



N° 1
Cotisations encaissées et prestations versées (en CHF), 1948-2018

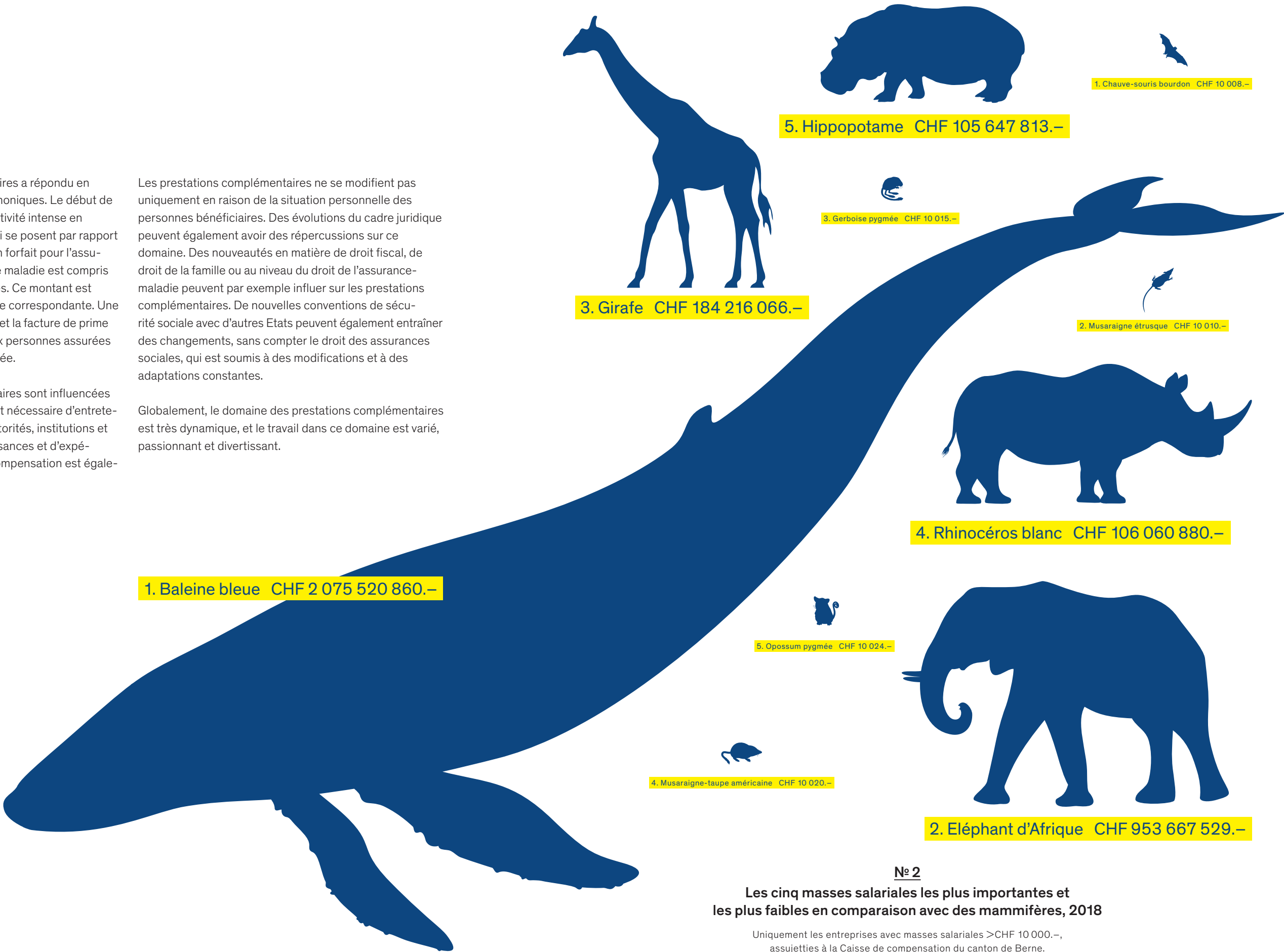
Uniquement prestations et cotisations de la Caisse de compensation du canton de Berne.

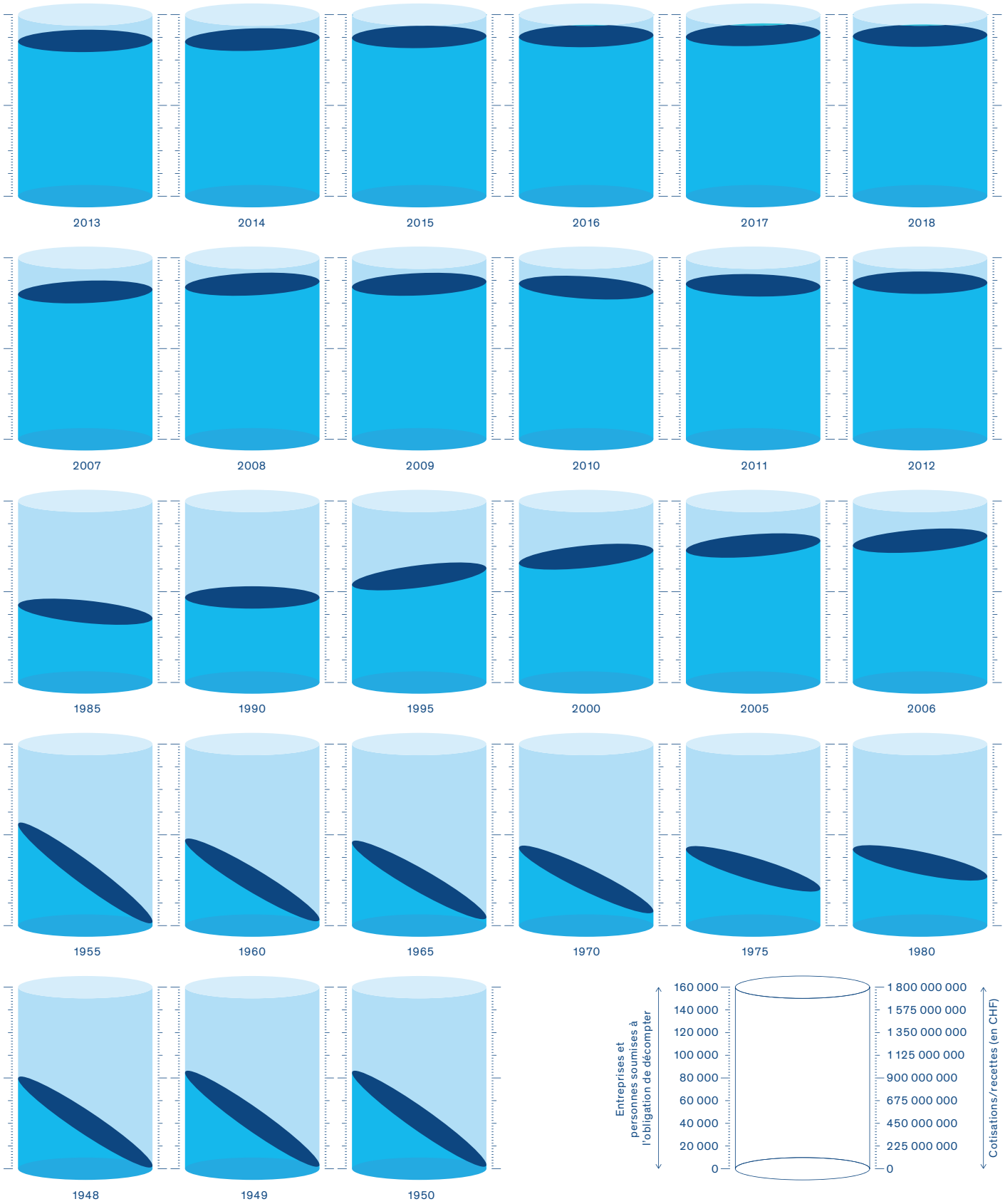
La division prestations complémentaires a répondu en 2018 à environ 30 000 appels téléphoniques. Le début de l'année est toujours une période d'activité intense en raison des nombreuses questions qui se posent par rapport aux factures des caisses-maladie. Un forfait pour l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie est compris dans les prestations complémentaires. Ce montant est versé directement à la caisse-maladie correspondante. Une éventuelle différence entre ce forfait et la facture de prime effective est facturée ou créditée aux personnes assurées par la caisse-maladie en début d'année.

Comme les prestations complémentaires sont influencées par les diverses situations de vie, il est nécessaire d'entretenir un contact étroit avec d'autres autorités, institutions et organisations. L'échange de connaissances et d'expériences avec les autres caisses de compensation est également important.

Les prestations complémentaires ne se modifient pas uniquement en raison de la situation personnelle des personnes bénéficiaires. Des évolutions du cadre juridique peuvent également avoir des répercussions sur ce domaine. Des nouveautés en matière de droit fiscal, de droit de la famille ou au niveau du droit de l'assurance-maladie peuvent par exemple influencer sur les prestations complémentaires. De nouvelles conventions de sécurité sociale avec d'autres Etats peuvent également entraîner des changements, sans compter le droit des assurances sociales, qui est soumis à des modifications et à des adaptations constantes.

Globalement, le domaine des prestations complémentaires est très dynamique, et le travail dans ce domaine est varié, passionnant et divertissant.





N° 3
Rapport entre personnes et entreprises soumises à l'obligation de déclarer et recettes, 1948-2017

Uniquement les cotisations saisies par la Caisse de compensation du canton de Berne.

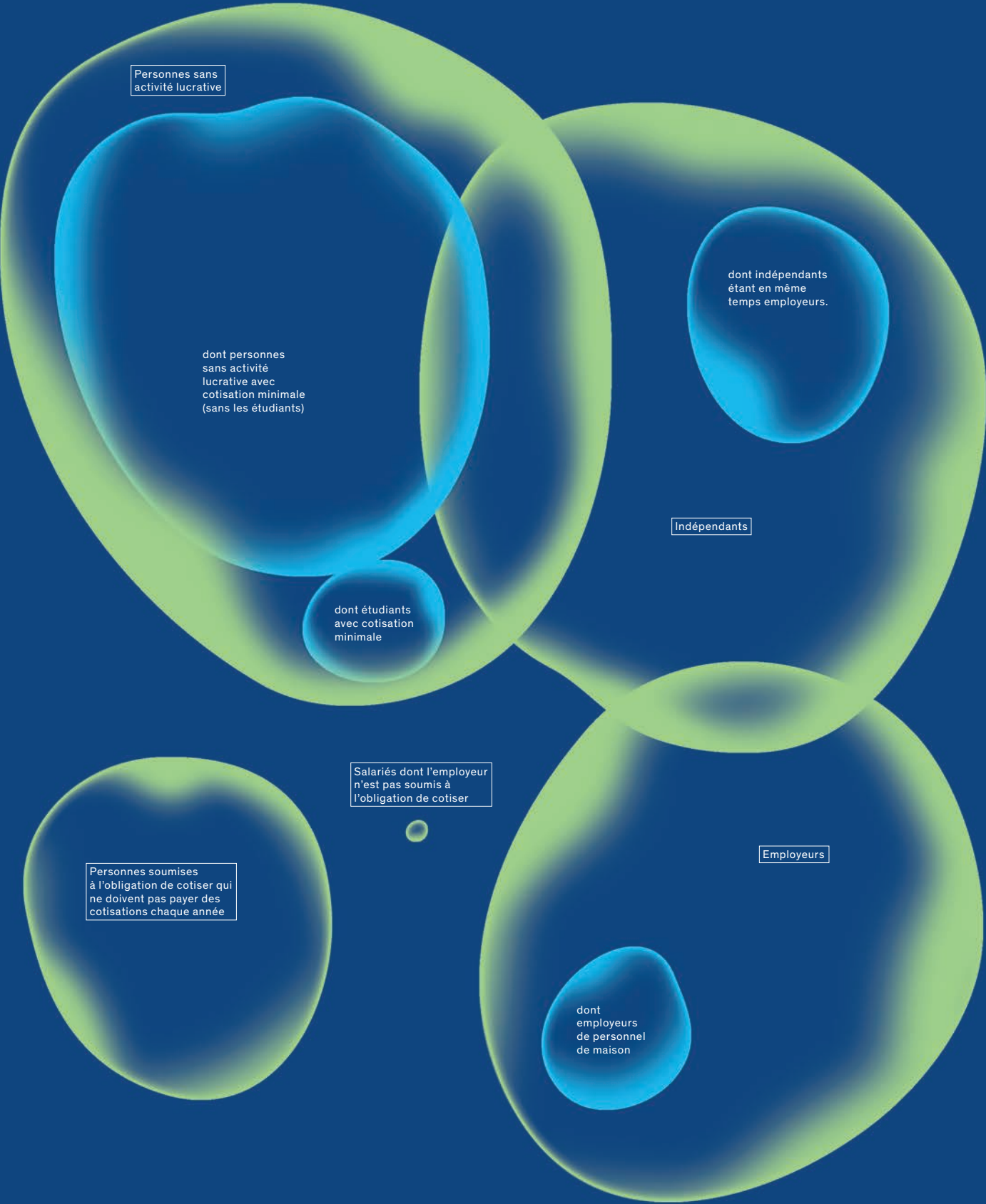
Division Support et services

L'informatique, les finances, le personnel et la logistique sont les domaines dans lesquels les 43 collaborateurs de la division support et services (DSS) exercent leurs activités. Les tâches sont variées, passionnantes et très hétérogènes. Différents profils professionnels, exigences et connaissances sont nécessaires pour que la DSS puisse mettre ses prestations et son savoir à la disposition de l'ensemble de la CCB.

Dans le cadre du travail quotidien de la DSS, nous avons la responsabilité de mettre des ressources et des infrastructures à la disposition de la CCB. Pour pouvoir remplir ces exigences de manière efficace et économique, nous devons tout planifier minutieusement. Le thème de l'efficacité énergétique nous occupe déjà depuis de nombreuses années. Nous avons progressivement mis en œuvre différentes mesures. Fin 2017, des panneaux photovoltaïques ont été installés. Durant l'exercice 2018, elle a donc été en service pour la première fois pendant toute une année. Cette installation, le recours au chauffage à distance, l'acquisition de modèles de PC basse consommation ainsi que l'utilisation généralisée de luminaires LED ont contribué à ce que le bilan énergétique global de tout l'immeuble (CCB et locataires) diminue de 16 % malgré l'augmentation du nombre de collaborateurs.

Informatique
En matière d'administration, il n'existe désormais plus d'activités qui peuvent s'exercer sans recourir à l'informatique. Le lien à l'informatique commence avec l'entrée dans le bâtiment s'effectuant au moyen d'un badge. Les informations et les données ne sont pas échangées qu'à l'intérieur de la CCB, mais également avec nos partenaires. Les exigences en termes de disponibilité et de qualité des services informatiques sont toujours plus élevées. La dépendance des utilisateurs augmente dans une même proportion. Pour la CCB, il est par conséquent essentiel que l'organisation informatique, l'infrastructure, la technique des systèmes et les applications soient conçues et mises en place de manière à répondre aux besoins de tous les partenaires et qu'elles soient prêtes à relever les défis de demain.

Outre les tâches opérationnelles, les activités du service informatique ont porté en particulier sur le renouvellement de l'infrastructure virtuelle, l'actualisation des réseaux (matériel et logiciels) et l'introduction de produits complémentaires dans le domaine de la sécurité. Afin de préparer le passage à IGS, la mise en place des plateformes pour les phases de test ainsi que de la future exploitation a été lancée.



N° 4

Composition des entreprises et des personnes soumises à l'obligation de cotiser, comparaison, 2018

Uniquement entreprises et personnes soumises à l'obligation de cotiser assujetties à la Caisse de compensation du canton de Berne.

Finances

L'activité principale de l'équipe finances et controlling s'est déroulée comme prévu. Le passage au pool informatique IGS et le changement de logiciel qui en résulte nous ont confrontés à des questions intéressantes. Les thèmes et les principes comptables sont identiques tant pour nous que pour les caisses IGS. Les méthodes de travail et les procédures sont néanmoins différentes. Il existe par ailleurs des spécificités propres aux différentes caisses qui doivent être intégrées dans le projet global. La conciliation des différents besoins et exigences a demandé et continue à demander beaucoup de temps.

Personnel

La CCB emploie 163 femmes et 55 hommes, dont 77 à temps partiel. Alors que l'effectif total du personnel demeure inchangé à 218 collaborateurs, le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 21 % au cours des quatre dernières années. 66 collaboratrices sont employées à temps partiel ; chez les hommes, il y en a 11. Grâce à son offre de travail à temps partiel, la CCB tient compte des situations de vie individuelles de ses collaboratrices et collaborateurs. Les raisons d'une activité à temps partiel sont très diverses : des changements familiaux, une formation continue et des hobbies sont le plus souvent cités. Il semble que l'évolution vers le temps partiel va se poursuivre, ce qui pose des exigences accrues en termes d'organisation du travail et des postes de travail.

Préparation au travail + logistique

Le 1^{er} janvier 2018 a été mise en place l'équipe préparation au travail + logistique. Des collaborateurs provenant de trois divisions et remplissant des tâches similaires en matière de traitement du courrier et des documents ont été regroupés en une seule équipe, et les tâches ont été centralisées. L'équipe a dû procéder à des changements au niveau organisationnel, et elle s'est installée dans un bureau en espace ouvert. Cette adaptation a été délibérément séparée des nouvelles tâches et processus de travail que la reprise de l'application IGS va entraîner. Une activité habituelle dans un nouvel environnement : tous les collaborateurs ont maîtrisé avec brio cette évolution et toutes les adaptations et les difficultés qu'elle a entraînées.

La division support et services a connu une année 2018 pleine de succès. La performance et la disponibilité du service informatique sont excellentes et stables. Nous avons pu mener à bien notre travail quotidien comme prévu et à la satisfaction générale.

Division Rentes et indemnités journalières

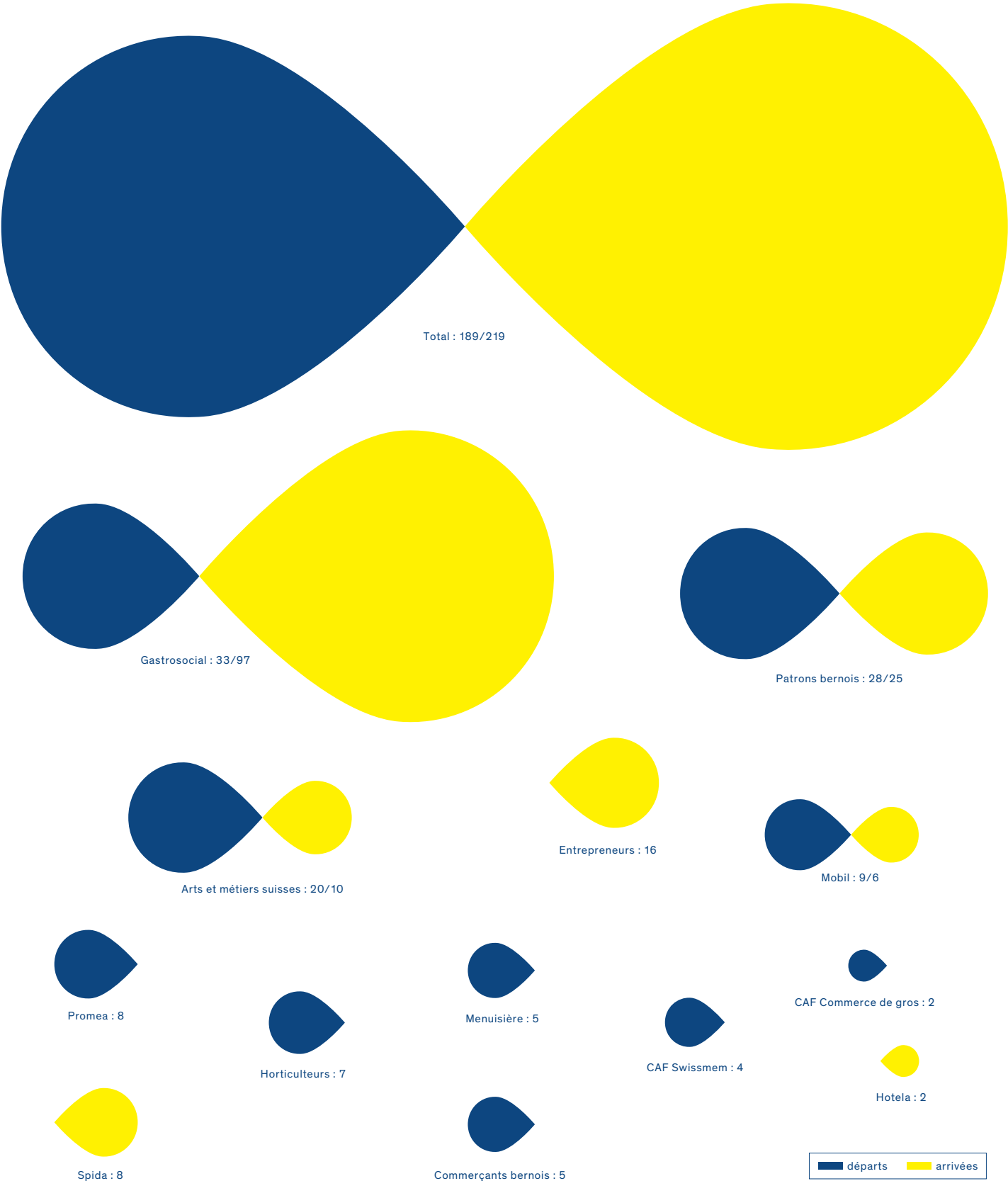
Avec ses 40 collaborateurs, la division Rentes et indemnités journalières (DRIJ) assure la fixation et le versement corrects et dans les délais des rentes AVS, des rentes AI et des indemnités journalières AI. La division réalise par ailleurs les calculs prévisionnels anticipés des rentes de nos assurés et leur inscription annuelle dans les comptes individuels. Au début de l'année 2018, l'équipe CA/CI, responsable des certificats d'assurance et des comptes individuels, a rejoint la DRIJ. Les quatre équipes reçoivent pour ce faire le soutien des collaborateurs du support, qui s'occupent de l'application informatique pour les rentes, traitent les demandes de remise et assument toute une série de travaux de coordination.

Réforme des rentes AVS 2021 et augmentation des rentes

Au niveau politique, en 2018, deux thèmes importants pour la DRIJ se sont retrouvés au cœur des préoccupations. Après l'échec aux urnes de la réforme des rentes en 2017, le nouveau lancement de la réforme des rentes 2021 s'est à nouveau retrouvé à l'agenda politique en 2018. Mi-2018, le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation sur la « stabilisation de l'AVS » (AVS 2021). Au niveau du contenu, le projet s'inscrit dans la continuité de la réforme des rentes 2020. Les points principaux du nouveau projet sont l'élévation de l'âge de la retraite des femmes, les mesures de compensation correspondantes, la flexibilisation de la perception des rentes, les mécanismes incitatifs à poursuivre une activité lucrative après 65 ans et le financement additionnel. En parallèle à cela s'est engagée une discussion sur la question du couplage entre le

projet relatif à l'AVS et celui relatif à l'imposition des entreprises. Les délibérations parlementaires sont prévues pour 2019. La division suit avec intérêt les évolutions politiques en cours ; le moment venu, elle se penchera à nouveau de manière approfondie sur cette question, tant sur le plan technique qu'organisationnel, et elle procédera aux préparatifs nécessaires.

Les rentes AVS et AI ont été adaptées pour la dernière fois en 2015. Comme au cours des années suivantes, les salaires et les prix n'ont que peu évolué, une augmentation des rentes n'a depuis lors jamais été à l'ordre du jour. Le Conseil fédéral examine en règle générale tous les deux ans s'il convient d'adapter les rentes AVS et AI compte tenu de l'évolution des salaires et des prix (indice mixte). En septembre 2018, le Conseil fédéral a adapté les rentes AVS et AI à l'évolution actuelle des salaires et des prix et les a augmentées de 0,84 % à compter du 1^{er} janvier 2019. La rente minimale AVS/AI atteint désormais CHF 1185.– par mois, et la rente maximale, CHF 2370.–. Des adaptations ont été opérées par la même occasion dans le domaine des cotisations, des prestations complémentaires et de la prévoyance professionnelle obligatoire. Cette adaptation des rentes a dû être mise



N° 5
Changements de caisses : départs et arrivées, 2018

Uniquement transferts saisis par
la Caisse de compensation du canton de Berne.

en œuvre rapidement de façon à ce que nos quelque 133 000 bénéficiaires de rentes reçoivent le montant de rente correct en janvier 2019. Pour les équipes impliquées, cela s’est traduit par une charge de travail supplémentaire, des tests intensifs et des délais très courts. Grâce à cela, l’adaptation s’est déroulée sans accroc.

Adaptations organisationnelles internes et déménagements

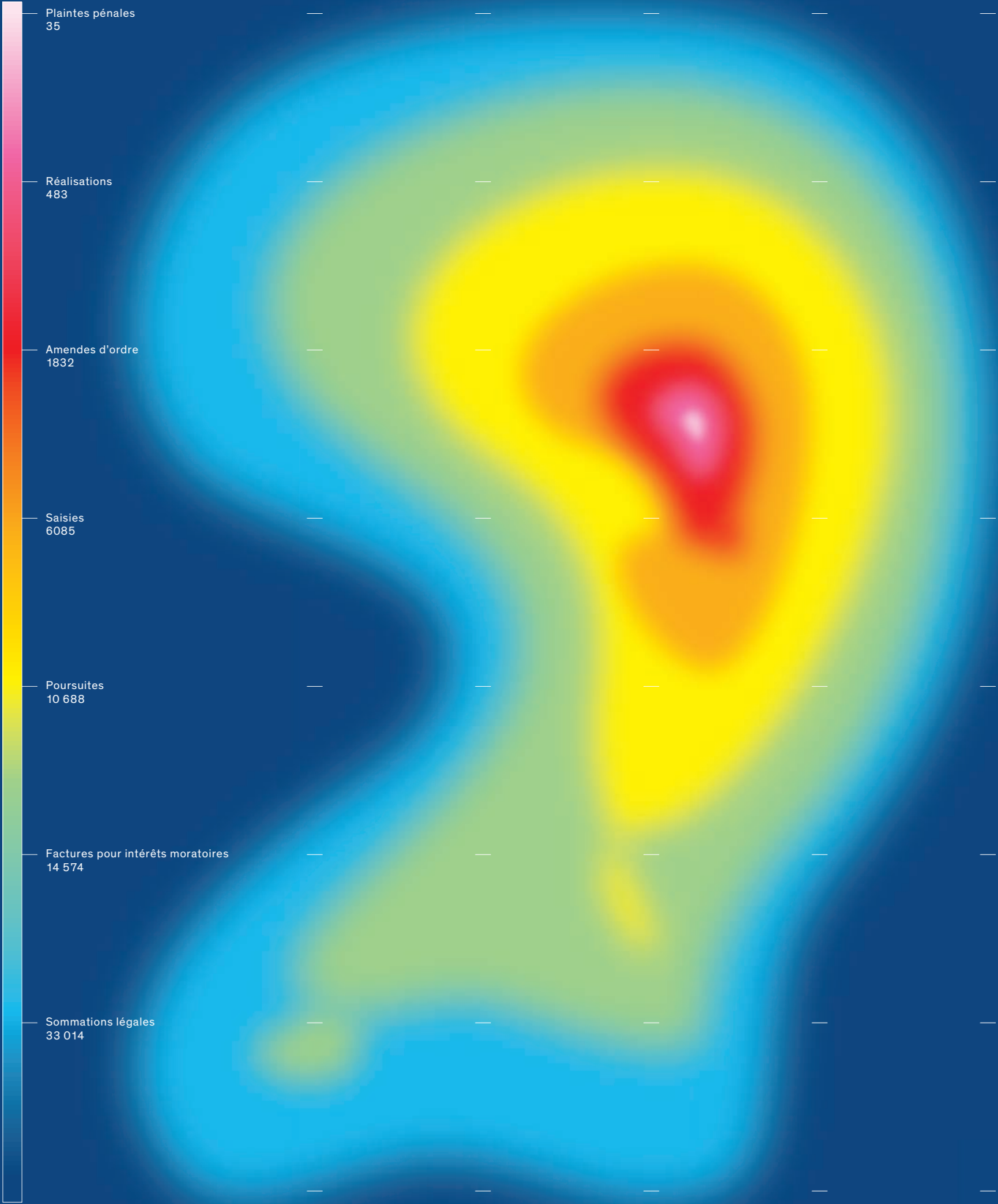
2018 a été placée sous le signe des adaptations organisationnelles qu’a entraînées l’introduction de la nouvelle application de l’informatique pour les assurances sociales (IGS). L’équipe CA/CI, qui était rattachée jusque-là à la division support et services, est passée au début de l’année 2018 à la DRIJ. Cette équipe est responsable de l’établissement correct des certificats et des attestations d’assurance ainsi que de la comptabilisation exacte et ponctuelle des inscriptions dans les comptes individuels des assurés. Elle procède par ailleurs aux rassemblements des comptes individuels, effectue les splittings, et évalue et comptabilise les demandes de bonifications pour tâches d’assistance qu’elle reçoit. La division a pu après peu de temps déjà tirer profit des synergies entre les équipes de rentes et l’équipe

CA/CI. En cas de processus communs, la proximité et l’échange réciproque d’informations plus intense se sont avérés payants. Au bout de très peu de temps déjà, la nouvelle équipe s’est très bien intégrée dans la division tant d’un point de vue technique qu’humain.

Avec le passage à IGS, le regroupement des divisions est également prévu au sein de la CCB. Ainsi les deux équipes de rentes AVS et AI, le support et la cheffe de division ont déménagé en cours d’année. En 2019, ils seront encore rejoints par l’équipe indemnités journalières AI afin que toute la division travaille sur le même étage.

Pool IGS : travaux du projet Coopération

En 2018, la division s’est également beaucoup occupée des travaux en relation avec le projet Coopération. La deuxième étape (migration de la Caisse de compensation du canton de Berne sur les applications IGS) a été lancée au printemps. Avec le passage à IGS, la DRIJ va reprendre leur application pour les rentes. En 2018, de nombreuses personnes ont collaboré de manière intense à divers sous-projets : des concepts de solution ont été élaborés, des processus ont été redéfinis, des interfaces ont été clarifiées et – il s’agit là de l’un des principaux sous-projets – la migration des données et des documents a été préparée. Ces travaux vont se poursuivre en 2019 et ils vont prendre encore plus de temps, le but étant de pouvoir travailler de manière productive dans le nouvel environnement dès le 1^{er} janvier 2020. Au sein de la DRIJ, on procédera dans le cadre de ces travaux de projet à des adaptations des processus et de l’organisation.



N° 6
Procédures de recouvrement, comparaison, 2018

Uniquement procédures de recouvrement saisies par la Caisse de compensation du canton de Berne.

Organisation

Caisse de compensation du canton de Berne

Autorité de surveillance

Office fédéral
des assurances sociales (OFAS)

Organe de révision

Ernst & Young SA
3001 Berne

Conseil de surveillance

Président/présidente

Neuhaus Christoph (jusqu’au 31.5.2018)
Membre du Conseil-exécutif, directeur de la justice,
des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
du canton de Berne (président d’office)

Allemann Evi (à partir du 1.6.2018)
Membre du Conseil-exécutif, directrice de la justice,
des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
du canton de Berne (présidente d’office)

Vice-présidente

Streiff-Feller Marianne
Conseillère nationale, Urtenen-Schönbühl

Membres

Bernasconi Roberto
Enseignant, membre du Grand Conseil
jusqu’au 31.8.2017, Malleray

Bohren Urs Friedrich
Economiste d’entreprise ESCEA, Bolligen

Bühler Manfred
Conseiller national, Cortébert

Ender Meinrad
Directeur de la Band-Genossenschaft, Berne

Mühlheim Barbara
Membre du Grand Conseil, Berne

Organisation interne

Directeur

Schläfli Heiner
Economiste d’entreprise HES

Division Cotisations et allocations

Benz Martin
Chef de division, directeur suppléant
Membre de la direction
lic. ès sc. pol.

Division Rentes et indemnités
journalières

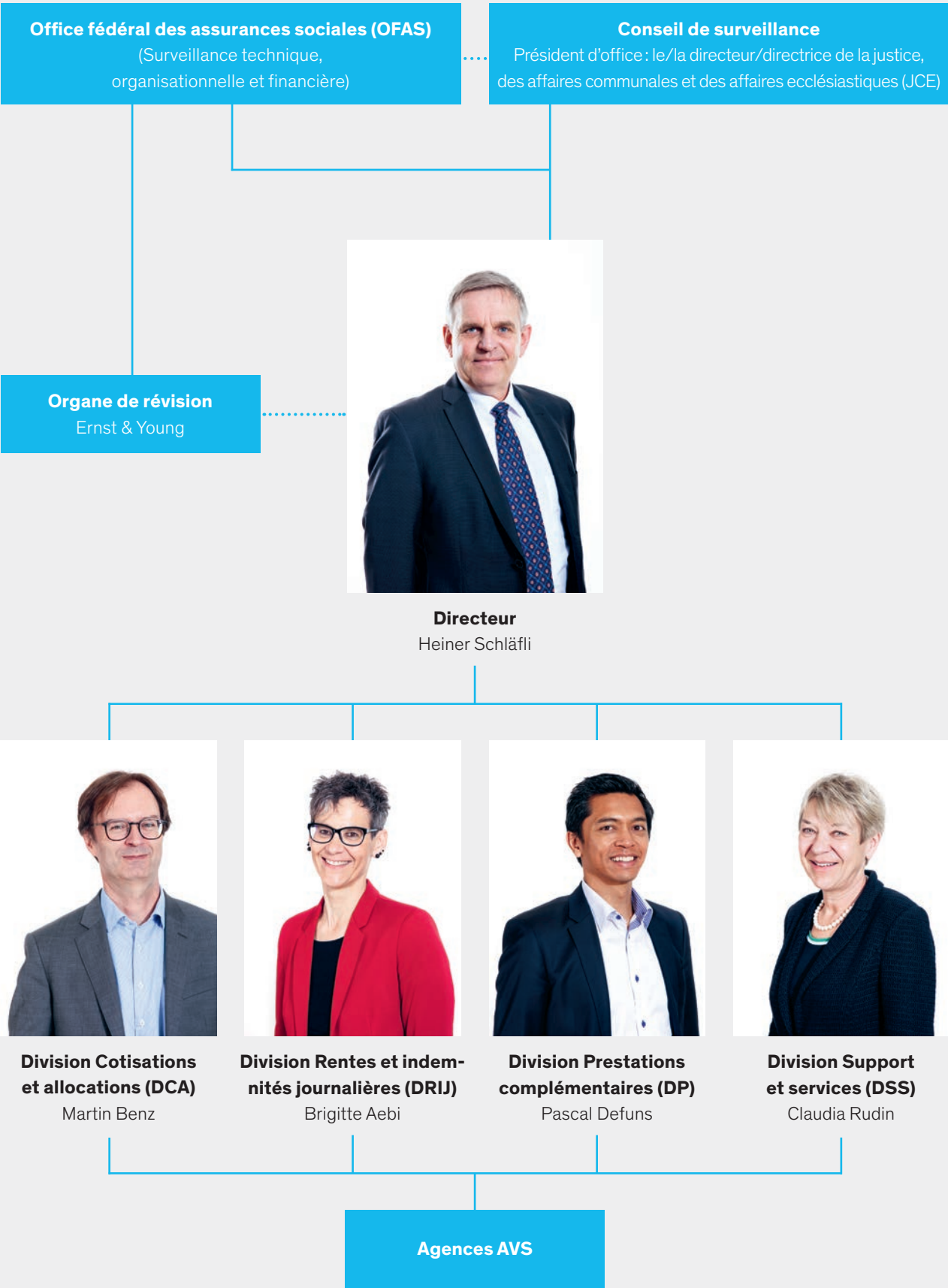
Aebi Brigitte
Cheffe de division
Membre de la direction
lic.ès sc. pol.

Division Prestations complémentaires

Defuns Pascal
Chef de division
Membre de la direction
M. A. HSG in Law

Division Support et services

Rudin Claudia
Cheffe de division
Membre de la direction
Employée de commerce dipl. ESGC,
Human Resource Management NDS HES



Comptes annuels 2018

Caisse de compensation du canton de Berne

Bilan	2018	2017
Actifs		
Avoirs en compte courant personnes assujetties au paiement de cotisations	5 314 729	5 216 072
Liquidités	90 700	862 050
Autres avoirs	2 019 857	1 391 417
Placement de capitaux	33 070 151	33 674 277
Immeubles	26 862 255	27 342 255
Biens meubles	1711	1396
Actifs transitoires	204 271	283 462
Total des actifs	67 563 674	68 770 929
Passifs		
Engagements en cours	1 632 387	1 970 148
Dettes compte courant	1200	880
Autres dettes	10 200 000	17 000 000
Provisions	17 116 711	13 791 827
Passifs transitoires	2 206 680	1 149 150
Réserves générales	34 858 924	31 914 845
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	1 547 772	2 944 079
Total des passifs	67 563 674	68 770 929

Compte d'administration

Charges		
Frais de personnel	21 560 188	21 191 822
Frais de matériel	7 739 835	7 526 742
Coûts locaux/immeubles	2 968 072	3 277 120
Prestations de tiers	5 746 236	6 601 274
Intérêts passifs/coûts de capital	184 899	245 220
Amortissements	3 820 714	3 137 384
Frais administratifs généraux	382 697	285 740
Remboursement des contributions aux frais administratifs	2 000 000	0
Constitution de provisions	2 025 000	2 155 000
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	1 547 772	2 944 079
Total des charges	47 975 413	47 364 381
Produits		
Contributions aux frais administratifs	18 875 811	18 690 646
Produits de la fortune	3 500 806	3 995 975
Rémunérations (émoluments)	2 237 234	2 285 512
Produits des prestations	3 902 558	3 952 260
Indemnités pour frais administratifs	16 217 948	15 642 331
Produits d'administration généraux	2 014 159	1 588 192
Remboursements	1 179 897	1 209 465
Dissolution de provisions	47 000	0
Total des produits	47 975 413	47 364 381

Fonds AVS/AI/APG

Compte d'exploitation AVS/AI/APG	2018	2017
Cotisations		
AVS/AI/APG	1 350 685 179	1 368 563 272
Assurance-chômage	244 606 309	249 555 751
Allocations familiales agriculture	2 266 782	2 275 502
Total des cotisations	1 597 558 270	1 620 394 525
Prestations		
Rentes AVS		
Rentes ordinaires	2 843 310 929	2 771 670 185
Rentes extraordinaires	218 981	236 601
Allocations pour impotents	46 230 489	44 404 435
	2 889 760 399	2 816 311 221
Prestations AI		
Rentes ordinaires	272 028 176	272 532 184
Rentes extraordinaires	109 251 557	106 945 555
Allocations pour impotents	34 092 900	33 866 594
Indemnités journalières AI	36 849 999	38 605 438
	452 222 632	451 949 771
Prestations allocations familiales agriculture		
en faveur des employeurs agricoles	2 873 995	3 022 306
en faveur des agriculteurs indépendants	12 085 514	12 560 192
	14 959 509	15 582 498
Prestations APG		
Allocations de perte de gain	67 934 490	70 501 604
Redistribution		
Taxe sur le CO ₂	16 364 347	8 894 584
Total des prestations	3 441 241 377	3 363 239 678

Comptes annuels 2018

Caisse d’allocations familiales du canton de Berne

Bilan	2018	2017
Actifs		
Avoirs en compte courant personnes assujetties au paiement de cotisations	13 202 889	12 297 215
Liquidités	170 534	1 024 291
Autres avoirs	518 830	494 978
Placements de capitaux	146 343 218	134 838 284
Comptes de régularisation	725 076	743 257
Total des actifs	160 960 647	149 398 025
Passifs		
Engagements en cours	0	690
Provisions	1 152 111	1 112 666
Provisions/corrections de valeur sur les placements de capitaux	7 226 000	7 760 000
Réserves générales	140 524 669	124 721 057
Résultat du compte d'exploitation et du compte d'administration (bénéfice)	12 057 867	15 803 612
Total des passifs	160 960 647	149 398 025

Compte d’administration

Charges		
Frais de personnel	1 570 174	1 547 871
Frais de matériel (y compris informatique)	598 068	664 620
Coût des locaux	166 682	170 813
Prestations de tiers	1 551 544	1 548 648
Coûts du capital	142 730	121 765
Amortissements sur immobilisations corporelles	198 466	178 181
Frais administratifs généraux	2933	2979
Correction de valeur sur les placements de capitaux	4 123 813	612 988
Provisions/corrections de valeur sur les placements de capitaux	0	1 260 000
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	0	143 352
Total des charges	8 354 410	6 251 217
Produits		
Rémunérations	234 399	241 650
Produits de la fortune	2 613 926	2 635 771
Correction de valeur sur les placements de capitaux	0	3 365 664
Remboursements	13 539	8132
Dissolution de provisions	534 000	0
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	4 958 546	0
Total des produits	8 354 410	6 251 217

Compte d’exploitation	2018	2017
Charges		
Allocations familiales	238 645 606	243 338 272
Amortissements sur les demandes de restitution/remises	68 018	107 592
Demande de restitution allocations familiales	–709 818	–786 136
Résultat compte d'exploitation (bénéfice)	17 016 413	15 660 260
Total des charges	255 020 219	258 319 988
Produits		
Cotisations	256 251 734	259 705 577
Cotisations prescrites/avec remise	–1 231 515	–1 385 589
Total des produits	255 020 219	258 319 988

Prestations complémentaires

Prestations complémentaires annuelles		
à l'AVS	512 416 905	499 109 766
à l'AI	283 036 128	282 190 758
	795 453 032	781 300 524
Frais de maladie et d'invalidité		
à l'AVS	45 012 791	40 421 708
à l'AI	24 783 468	23 405 107
	69 796 260	63 826 815
Total des prestations	865 249 292	845 127 339



Ernst & Young AG
Schanzenstrasse 4a
Postfach
3001 Bern

Telefon: +41 58 286 61 11
Fax: +41 58 286 68 18
www.ey.com/ch

An den Aufsichtsrat der AKB und IVBE der
Ausgleichskasse des Kantons Bern
Chutzenstrasse 10
3007 Bern

Bern, 2. April 2019

Revision AHV/IV/EO/EL/FL 2018

Sehr geehrte Damen und Herren

Gestützt auf Art. 68 AHVG sowie Artikel 160 Abs. 2 und Art. 169 AHVV hat das Bundesamt für Sozialversicherungen BSV Weisungen für die Revision der AHV-Ausgleichskassen (WRAK) erlassen. Umfang und Gegenstand der Revision ergeben sich aus diesen Weisungen.

Vom 25. Juni bis 27. Juli 2018 sowie vom 25. Februar bis 8. März 2019 haben wir die Haupt- und die Abschlussrevision AHV/IV/EO/EL/FL bei der Ausgleichskasse des Kantons Bern vorgenommen. Die beiliegende Jahresrechnung des Rechnungskreises 9 bildet einen Bestandteil unserer durchgeführten Prüfungen. Über das Ergebnis unserer Arbeiten erstatten wir den zuständigen Stellen weisungsgemäss Bericht; der Bericht über die Hauptrevision datiert vom 19. November 2018, jener über die Abschlussrevision datiert vom 2. April 2019.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, die Massnahmen seitens der Ausgleichskasse zur Einhaltung von gesetzlichen Bestimmungen erfordern.

Ernst & Young AG

Patrik Schaller
Partner

Sandra Leumann
Manager

Beilage

- Jahresrechnung Rechnungskreis 9 (Bilanz, Verwaltungsrechnung (ohne NIL/NIL+) und NIL/NIL+ - Rechnungen mit Rechnungsergebnis der Ausgleichskasse)

Impressum

Conception et réalisation :
wapico SA, Berne

Texte :
Caisse de compensation
du canton de Berne

Impression :
Druckerei Läderach SA, Berne



AUSGLEICHSKASSE DES KANTONS BERN
CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DE BERNE

Chutzenstrasse 10
3007 Berne
T +41 (0)31 379 79 79
F +41 (0)31 379 79 00
info@akbern.ch
www.akbern.ch